

DROIT, ÉCONOME, GESTION, à finalité RECHERCHE et PROFESSIONNELLE, Mention DROIT PUBLIC, spécialité ADMINISTRATION DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

RNCP21238 · RNCP · Publiée

L'essentiel

Niveau de qualification	Niveau 7
Sigle	MASTER — Master
Code(s) NSF	313, 128, 120
Code(s) ROME	K1903, K1404, M1403
Type d'enregistrement	Enregistrement de droit
Date d'échéance	31/10/2019

Certificateur(s)

Ministère de l'Enseignement Supérieur

Université Paris Descartes - Paris 5

<http://www.univ-paris5.fr>

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

A compléter (Reprise)

ACTIVITÉS VISÉES

- mise en œuvre et de direction de l'action administrative publique nationale, européenne et internationale: définition des missions, des programmes financiers, moyen d'obtenir des subventions...

COMPÉTENCES ATTESTÉES

savoir-faire générique :

- Maîtriser les règles et procédures applicables à la fonction publique territoriale
- Analyser et synthétiser des documents de nature juridique et savoir les vulgariser
- Fournir des informations et des conseils argumentés dans le domaine juridique et de la procédure
- Appliquer des processus méthodologiques rigoureux
- Rédiger des documents contractuels et de statuts sociaux
- Connaître les applications d'informatique et de gestion
- Utiliser les techniques de veille réglementaire
- Comprendre et parler l'anglais

savoir-faire spécifique :

- Participer à la préparation de l'action des pouvoirs publics (élaborer les réglementations et leurs applications)
- Connaître les mécanismes de financement des entreprises, des montages contractuels et financiers
- Assister et Conseiller les acteurs de l'action publique locale
- Diagnostiquer des problématiques de développement
- Intervenir sur le terrain (prévention contrôle...)
- Contrôler l'application des réglementations juridiques et administratives

- Diriger des structures et des personnels très différents
- Déléguer à ses collaborateurs les travaux de préparation et de suivi des affaires courantes
- Arbitrer des situations conflictuelles
- Intégrer les affaires juridiques des entreprises à leur environnement économique
- Faire preuve de diplomatie et savoir établir des relations de confiance
- Respecter la confidentialité des affaires
- Animer des groupes de travail
- Négocier avec des interlocuteurs différents

Secteur d'activité et type d'emploi

SECTEURS D'ACTIVITÉS

Services administratifs des collectivités territoriales et autres fonctions publiques

Secteur privé : fonctions de management et de conseil

TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES

- Directeur des affaires générales
- Responsable de gestion budgétaire et financière
- Conseiller juridique
- Responsable des marchés
- Responsable des affaires immobilières et foncières
- Chargé de recrutement
- Chef de cabinet d'un élu...

Secteur privé :

- Conseiller juridique et financier en entreprise travaillant avec les collectivités territoriales
- Conseiller financier en cabinet d'avocat ou d'audit
- Consultant auprès de structures associatives locales, organisme professionnel et syndical...
- Chargé d'analyses et de développement

Chef de projet en développement économique

RÈGLEMENTATIONS D'ACTIVITÉ

A compléter (Reprise)

Marché du travail

Indicateurs au niveau des familles professionnelles (FAP) des métiers visés, agrégés au niveau national — France Travail / DARES (open data).

Tension de recrutement (DARES 2024)	Modérée (3/5) Moyenne pondérée par l'emploi ; les familles ci-dessous s'échelonnent de 3 à 4 sur 5.
Facteurs principaux	Lien formation-emploi, Manque de main-d'œuvre disponible
Salaire médian (mensuel)	2 647 €
Diplôme le plus fréquent	Diplôme de niveau bac+5 ou plus (doctorat, master ou équivalent) en sciences humaines et droit (58 % des actifs en emploi)
Familles professionnelles (FAP)	L4X82 — Techniciens et agents de maîtrise chargés d'études socio-économiques · tension 4/5 (Élevée) L5X91 — Juristes et avocats · tension 3/5 (Modérée) L5X93 — Chargés d'études socio-économiques · tension 3/5 (Modérée)
Projets de recrutement (BMO 2026)	5 157
Jugés difficiles à recruter	37 %
Emplois saisonniers	4 %

Familles professionnelles (FAP)

L4X82 — Techniciens et agents de maîtrise chargés d'études socio-économiques
L5X91 — Juristes et avocats
L5X93 — Chargés d'études socio-économiques

Voies d'accès

MODALITÉS D'ACCÈS

Formation initiale, Formation continue, VAE

PRÉREQUIS À L'ENTRÉE EN FORMATION

A compléter (Reprise)

COMPOSITION DU JURY — FORMATION INITIALE, FORMATION CONTINUE

Non renseigné

COMPOSITION DU JURY — VAE

Jury de validation des acquis (enseignants chercheurs et professionnels)

Base légale

Date d'échéance de l'enregistrement 31/10/2019

Pour plus d'informations

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/21238/>